



Affaire suivie par :
Isaline DOMART
Domaine Informatique et Electronique
Tél : 01.69.26.41.26
Courriel : Isaline.DOMART@cea.fr

ACQUISITION, INSTALLATION ET MAINTENANCE D'UN CUBE INFORMATIQUE DE 22 A 40 BAIES

Marché CEA/DIF n° DIE - B25-00994-ID

Marché sensible

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE	8
ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....	9
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 8 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS.....	9
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXPEDITION.....	9
ARTICLE 10 - RECEPTION ET GARANTIE	10
ARTICLE 11 - MONTANT - REGIME FISCAL	10
ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	11
ARTICLE 13 - PROTECTION DU SECRET	12
ARTICLE 14 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	14
ARTICLE 15 - PENALITES.....	14
ARTICLE 16 - RESILIATION	15
ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES	16
ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	17

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un cube informatique de 22 à 40 baies, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte du Département Sciences de la Simulation et de l'Information (DSSI).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

2.1 Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges référencé XXXX du XX/XX/XXXX,
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte - Déclinaison en règles de sécurité informatique référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 21/03/2023,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXX du XX/XX/XXXX.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS

3.1 Décomposition des Prestations

Les Prestations se décomposent en :

Une part ferme :

- Poste 10 : Fourniture et installation de 22 baies informatiques et du confinement chaud associé ;
- Poste 20 : Fourniture et mise en œuvre de 22 baies des équipements de distribution électrique au sein du cube ;
- Poste 30 : Fourniture et mise en œuvre de 22 baies de systèmes de refroidissement au sein du cube (baie In-Row) ;
- Poste 40 : Raccordements électriques de 22 baies du cube à la salle ;
- Poste 80 : Maintenance préventive du cube informatique pour une période 12 mois.

Une part optionnelle :**Options relatives à l'extension des baies :**

- Poste 50 (option n°1) : Extensions du cube de 6 baies supplémentaires pour arriver à 28 baies comprenant l'ensemble des fournitures des postes 10 à 40 ;
- Poste 60 (option n°2) : Extensions du cube de 6 baies supplémentaires pour arriver à 34 baies comprenant l'ensemble des prestations des postes 10 à 40 ;
- Poste 70 (option n°3) : Extensions du cube de 6 baies supplémentaires pour arriver à 40 baies comprenant l'ensemble des prestations des postes 10 à 40.

Le cas échéant, la levée d'une ou des options sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 1 mois avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

Une tranche optionnelle :**Prestation relative à la maintenance préventive :**

- Poste 90 : Maintenance préventive du cube informatique pour une période maximum de 24 mois supplémentaires (prolongation du poste 80).

La levée de cette tranche sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 1 mois avant la date de démarrage de celle-ci.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la tranche n'est pas levée par le CEA.

Une part de prestations à la demande sur BPU (poste 100) :**Prestations relatives aux fournitures supplémentaires :**

- BPU n°1 : Modification des alimentations électriques des baies ;
- BPU n°2 : Intégration du cube dans la GTC panorama du bâtiment.
- BPU n°3 : Digicode sur les portes ;
- BPU n°4 : Changement des PDU par des PDU de couleur ;
- BPU n°5 : Fournitures de cordons de couleur.

Prestation relative à la maintenance corrective :

- BPU n°6 : Maintenance corrective du cube informatique.

Ces prestations seront réalisées sur demande écrite du CEA (courrier ou mail), sur la base du bordereau de prix unitaire (BPU) figurant en annexe 1 du présent marché.

3.2 Description des Prestations**3.2.1. Maintenance préventive – Postes 80 et 90 (tranche optionnelle)**

Dans le cadre de la maintenance préventive de l'équipement, le Titulaire s'engage à effectuer une visite préventive tous les 6 mois.

En cas de levée de cette tranche, le nombre de baies réceptionnées et couvertes par la maintenance sera constaté à terme échu de chaque semestre. La durée de la maintenance préventive ne pourra excéder la durée du marché.

La date de la visite préventive sur le site du CEA sera définie d'un commun accord entre les Parties.

3.2.2. Maintenance corrective – Poste 100 (BPU n°6)

La maintenance du cube et des équipements décrits dans le Cahier des Charges sera couverte par un contrat de maintenance corrective des matériels et logiciels fournis par le Titulaire, comprenant des délais d'intervention sur site.

Pendant la durée du marché, le Titulaire effectuera une maintenance corrective à la suite de la mise en service des 22 premières baies. Cette maintenance corrective est complémentaire avec la durée et le niveau de service lié à la garantie standard de 1 an.

Le Titulaire devra notamment mettre en place :

- Un numéro d'appel unique disponible au minimum de 7h à 19h, du lundi au vendredi, pour l'enregistrement de tout problème,
- Un service de résolution des incidents, intégrant la logistique associée (livraison, conditionnement, retrait...) et permettant d'optimiser les délais d'intervention, en particulier en cas d'incident impactant.

Le Titulaire s'engage à effectuer les actions nécessaires à la correction des incidents non-impactant et impactant demandées par le CEA.

1. Incident non-impactant

Un incident est considéré comme étant non-impactant lorsqu'il n'a pas de conséquence sur la disponibilité des équipements informatiques concernant les équipements redondants ou disposant de fonctionnalités de Haute-Disponibilité (HA) fournis par le Titulaire. Le Titulaire doit s'engager sur un délai de réparation ou de contournement de 5 jours ouvrés.

2. Incident impactant

Un incident est considéré comme étant impactant lorsqu'il y a une conséquence sur la disponibilité des systèmes informatiques. Les incidents sont détectés par un système d'alarme (mis en place par le Titulaire, 2 alarmes tout ou rien) qui remontera systématiquement des informations à destination des équipes CEA et de son délégataire. Les dysfonctionnements ne doivent pas remonter à l'extérieur du centre.

Durant les heures de travail (8h20 à 17h du lundi au vendredi), la prise en compte des alarmes est assurée par les équipes CEA ou son délégataire. Le Titulaire sera donc prévenu par ces équipes.

En dehors des heures de travail ou les jours de fermeture, le système de surveillance remontera une alarme vers les équipes CEA ou son délégataire, en astreinte. Ces équipes en astreinte auront la charge de prévenir les équipes du Titulaire durant la plage d'heures de travail. Un appel durant les heures de travail (8h20 à 17h du lundi au vendredi) nécessitera une intervention dans la prochaine journée ouvrable (de 8h20 à 17h du lundi au vendredi).

Le Titulaire sera engagé sur les délais de traitement des incidents impactant, affectant la disponibilité du système.

Les différents temps rythmant la vie d'un incident sont définis ci-dessous :

- T1 : le temps auquel le Titulaire est prévenu.
- T2 : le temps de début d'intervention du Titulaire.
- Tq : le temps auquel l'incident est qualifié.
- T3 : le temps auquel l'incident est résolu ou contourné.
- T4 : le temps ou l'équipement concerné par l'incident est remis en production.

Le Titulaire s'engagera :

- à intervenir en moins de 8 heures ouvrables après avoir été prévenu ($T2 - T1$),
- à qualifier l'incident en moins de 2 heures après le début de l'intervention ($Tq - T2$) :
 - si l'incident est de la responsabilité du Titulaire (matériel ou logiciel fourni par le Titulaire), il s'engagera de plus à résoudre ou contourner l'incident en moins de 4 heures ($T3 - Tq$),

- si l'incident n'est pas de sa responsabilité, le Titulaire s'engagera à informer le CEA après avoir qualifié l'incident.

ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

4.1 Responsabilité - Lieu d'exécution

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire en partie dans ses locaux ou ceux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel.

Les Prestations réalisées dans les locaux du CEA seront exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire. Ce dernier doit prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire n'est pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

4.2 Passation des prestations sur Bordereau de Prix Unitaire (BPU)

Pour chaque opération, objet du présent marché, le CEA transmettra une commande particulière au Titulaire, basé sur les prix unitaires du bordereau de prix figurant en Annexe 1 du présent marché. Celle-ci précisera notamment les prestations à réaliser, le lieu de livraison ainsi que les délais associés.

Le cas échéant, chaque demande de prestation à la demande sur BPU sera notifiée par le CEA par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 2 semaines comprenant le planning d'exécution des Prestations défini dans chaque demande de BPU. Le délai de remise des livrables associés figurent à l'article 5.

4.3 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

4.4 Réunions de suivi

La réalisation des Prestations donnera lieu à une réunion de lancement ainsi que des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties. A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA, pour approbation préalable avant diffusion.

4.5 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE

5.1 Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents suivants :

Postes	Document à remettre	Délais de remise des documents
Fourniture du cube informatique et installation (postes 10 à 40)	Le planning d'exécution détaillé de travaux, que le Titulaire établira en collaboration avec ses sous-traitants éventuels, Les titres d'habilitation électriques des différents intervenants, Les dispositions particulières concernant les livraisons et le stockage du matériel pendant la durée du chantier, Les demandes d'agrément de sous-traitant si nécessaires, La notice de sécurité.	Au plus tard avant le jour de la réunion d'enclenchement
	Les fiches techniques des matériels utilisés spécifiant notamment les côtes, masses, caractéristiques électriques et mécaniques, normes de références, etc, Les comptes rendus des différentes réunions.	2 semaines à la suite la réunion d'enclenchement
	Les plans mécaniques des équipements, Les plans d'implantation, Les certificats de conformité et documents techniques de tous les matériels à mettre en œuvre, Les comptes rendus des différentes réunions.	3 semaines à la suite la réunion d'enclenchement
	Les procédures d'essais, de recette, d'OPR et les fiches d'autocontrôles vierges.	6 semaines à la suite la réunion d'enclenchement
Maintenance préventive (postes 80 et 90)	Planning prévisionnel	5 jours ouvrés maximum après la notification du marché pour le poste 50 2 semaines maximum après les éventuelles levées d'options pour les postes 220 et 240
	Plan de maintenance	2 mois avant la confirmation de la date de visite préventive
	Rapport de visite	5 jours ouvrés maximum après la date de visite
Maintenance corrective (postes 100 - BPU n°6)	Rapport de maintenance	5 jours ouvrés maximum après la date de visite

5.2 Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

- 5.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : XXXXXXXXXX Tél : XX XX XX XX XX,
- pour le Titulaire : XXXXXXXXXX Tél : XX XX XX XX XX.

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

En fonction des prestations sous-traitées, le sous-traitant devra être accepté pour le « Domaine » correspondant par la Commission d'Acceptation des Entreprises d'Assainissement Radioactif (CAEAR).

ARTICLE 8 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS

Les dispositions relatives aux contrôles, au montage sur le site du CEA, à la mise en service industrielle et aux essais sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

Le montage sur site sera réalisé au bâtiment TGCC sur le site de Bruyères-le-Châtel (91).

Avant le début du montage sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef de l'installation (<XXXXXXXXXXXX>, Bâtiment <XX>) afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de montage, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXPEDITION

Les Prestations seront livrées frais de gestion, de port et d'emballage compris (<XX,XX> € HT), assurance comprise sur le site du CEA/DIF à Bruyères-le-Châtel (91).

Les livraisons partielles ne seront pas acceptées sauf accord exprès du CEA.

Les informations suivantes doivent figurer sur le colis :

- le numéro de la commande (4600xxxxxx) ;



- l'adresse de livraison :

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE
Domaine du Grand Rué – Bruyères-le-Châtel
A l'attention de XXX
Département / Service
91297 ARPAJON CEDEX
FRANCE

Les horaires de livraison pour l'établissement CEA/DIF sont de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h00, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

ARTICLE 10 - RECEPTION ET GARANTIE

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 2 au présent marché).

ARTICLE 11 - MONTANT - REGIME FISCAL

11.1 Montant

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de **<mois et année de remise de l'offre>**, est plafonné à la somme de **<XX,XX> € HT (<XXXX> EUROS HORS TAXES)**, frais de déplacement compris, franco de port et d'emballage, toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose comme ci-dessous et est détaillé en Annexe 1 :

- Au titre de la part ferme : un montant forfaitaire et ferme de : **<XX,XX> € HT**,
- Au titre de la part optionnelle : un montant plafond de : **<XX,XX> € HT**,
- Au titre de la tranche optionnelle : un montant plafond de : **<XX,XX> € HT**,
- Au titre de la part des prestations sur BPU : un montant plafond de : **<XX,XX> € HT**.

11.2 Variation de périmètre pour la maintenance préventive

Les Prestations de maintenance préventive sont rémunérées selon un forfait semestriel par tranche.

Chaque tranche représente l'amplitude de variation de la volumétrie du nombre de baies en service. A chacune de ces tranches correspond un forfait fixé (Cf. annexe 1 du présent marché).

Un bilan de la volumétrie du nombre forfaitaire de baies en service dont la maintenance préventive à réaliser sur le semestre à venir est effectué semestriellement, par le CEA, et notifié au Titulaire par mail à l'interlocuteur identifié dans le présent Marché et le forfait correspondant à la tranche concernée est appliqué pour le semestre suivant.

11.3 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

12.1 Conditions de facturation

12.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. article 3 supra).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : cea-dam-demat@cea.fr

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : cea-dam-comptabilite@cea.fr

12.1.2. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

12.2 Conditions de paiement

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

Au titre de la fourniture du cube informatique (postes 10 à 40 pour la part ferme et postes 50 à 70 en cas de levée des options) :

- 30% du montant HT de chaque poste à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties ;
- 35 % du montant HT de chaque poste à la réception par le CEA des certificats de conformité et documents techniques ;
- 35% du montant HT de chaque poste à la réception prononcée sans réserves par le CEA des prestations associées, sur procès-verbal contradictoire signé des Parties.

Au titre de la maintenance préventive (poste 80 pour la part ferme) :

- 100% du montant HT de la maintenance préventive effectivement réalisée semestriellement terme à échoir.

Au titre de la maintenance préventive (poste 90 pour la tranche optionnelle) :

- 100% du montant HT de la maintenance préventive effectivement réalisée semestriellement terme à échoir après acceptation par le CEA des prestations, livrables et nombre de baies réceptionnées sur la période considérée.

Au titre des fournitures supplémentaires (poste 100 – BPU n°1 à 5) :

- 100% du montant HT des fournitures complémentaires demandées par le CEA et réceptionnées, sur procès-verbal contradictoire signé par les deux Parties

Au titre de la maintenance corrective (poste 100 – BPU n°6) :

- Facturation trimestrielle à terme échu, en fonction des jours effectivement consommés et après réception prononcée sans réserves par le CEA du Rapport de maintenance, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

ARTICLE 13 - PROTECTION DU SECRET

Le marché est un marché **sensible** au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

13.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté.

13.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

13.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

13.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

13.5 Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera au plus tard, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

13.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

13.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve de d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

13.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

ARTICLE 14 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION

14.1 Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification par le CEA. T0 correspondant à la réunion de lancement, l'exécution des Prestations s'effectuera selon le planning suivant :

- Postes 10 à 40 : au plus tard le **< 30/10/2025 >** (T1) ;
- Postes 50 à 70 (en cas de levées des options) : de Tx à Tx + 6 mois (Tx correspondant à la date de levée d'option concernée) ;
- Poste 80 : de T1 à T1 + 12 mois (T2) ;
- Poste 90 (en cas de levée de la tranche) : de T2 à T2 + 24 mois ;
- Poste 100 : de T1 à T1 + 36 mois, ou :
 - BPU n°1 à 5 : de Ty à Ty + 3 mois (Ty correspondant à la date de la demande écrite du CEA) ;
 - BPU n°6 :
 - **Pour un incident non impactant :**
 - Délai de réparation ou de contournement : de Ta à Ta + 5 jours ouvrés maximum (Ta correspondant à la date de la déclaration de l'incident non impactant par le CEA) ;
 - **Pour un incident impactant :**
 - Délai d'intervention : de Tb à Tb + 8 heures ouvrables maximum (Tc) (Tb correspondant à la date et heure de la déclaration de l'incident impactant par le CEA)
 - Délai de qualification de l'incident : de Tc à Tc + 2 heures ouvrables maximum (Td)
 - Si l'incident impactant est de la responsabilité du Titulaire, délai de résolution ou contournement : de Td à Td + 4 heures ouvrables maximum
 - Si l'incident impactant n'est pas de la responsabilité du Titulaire, délai d'information du CEA : immédiatement à Td

14.2 Le présent marché sera réputé terminé au parfait achèvement des Prestations.

ARTICLE 15 - PENALITES

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

15.1 Retard d'exécution

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, dans les délais fixés à l'article 3.2 et 13.1 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 24 des CGA, les montants de pénalités seront les suivants :

- pour les postes 10 à 40 pour la part ferme, 50 à 70 pour la part optionnelle, poste 80 pour la période ferme et 90 pour la période optionnelle et poste 100 – BPU n°1 à 5 : 200€ HT/jour ouvré de retard ;
- pour les poste 100 - BPU n°6 :
 - 50€/jour ouvré de retard pour un dysfonctionnement non impactant,
 - 30€/heure ouvrable de retard pour un dysfonctionnement impactant.

15.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de prestations sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant de la pénalité sera de 2/1000 (deux pour mille) du montant hors taxes du présent marché par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

15.3 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

15.4 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

15.5 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

ARTICLE 16 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,
Le

Pour le CEA,
Le

ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES

< sera complété à la notification du marché >



ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :

le / /

MOTIFS :

Ajournement (délais accordés pour intervenir) :

le / /

MOTIFS :

Réception validée :

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du CEA</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du Titulaire</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :